



# Le minimum syndical



Tanja Lander

**Elections fédérales** La région a obtenu le minimum. Manfred Bühler passera les quatre prochaines années à la Chambre basse. Président de l'UDC cantonale, le maire de Cortébert profite de l'embellie de son parti au niveau national au détriment des Verts. Quant à la libérale-radical Sandra Hess, maire de Nidau, elle a surpris en terminant quatrième à l'élection au Conseil des Etats, derrière trois poids lourds. Les états-majors se réunissent ce lundi pour définir leur stratégie en vue du deuxième tour. **pages 2, 3, 5, 6, 7, 8, 10, 24, 25 et 26**



Stéphane Gerber

## Le droit de cité pour Milly Bregnard

**Tramelan** Maire de 2002 à 2014, Milly Bregnard s'est vu accorder le droit de cité par le maire actuel Hervé Gullotti. Une citoyenneté d'honneur on ne peut plus méritée. **page 13**

## Le crédit du TOBS passe la rampe

**Bienne** La population a tranché: le crédit destiné au Théâtre Orchestre Bienne Soleure est largement accepté, avec plus de 62% des votants qui ont dit oui. **page 9**

## Un derby électrique entre Besa et Erguël

**Football** Trois expulsions, six buts, dont quatre en fin de rencontres, ce match de 2e ligue inter entre Besa et Erguël (3-3) va rester dans les mémoires. **page 18**

### L'ÉDITO

*L'honneur est sauf, c'est déjà ça*



Laurent Kleisl  
Rédacteur en chef

Le camouflet de 2019 est partiellement oublié. L'UDC Manfred Bühler passera les quatre prochaines années au Conseil national. Il aurait été déshonorant pour le Jura bernois, et pour les francophones du canton, que leur seul représentant, président du plus grand parti bernois, soit banni.

Dimanche après-midi, vers 15h15 sur la RTS, Virginie Borel croisait les doigts pour ne «pas se réveiller, lundi, avec la gueule de bois». La directrice du Forum du bilinguisme n'aura nul besoin de Dafalgan, elle aura même l'esprit assez clair pour analyser le résultat des élections fédérales 2023. Avec le retrait d'Hans Stöckli du Conseil des Etats, Bienne, deuxième ville du canton, n'est plus représentée au Parlement. Quant aux Romands – 10% de la population bernoise –, c'est à deux sièges à la Chambre basse auxquels ils peuvent légitimement postuler.

Le problème? Une nouvelle fois, les arrondissements de Bienne et du Jura bernois se sont mis en évidence par des taux de participation faméliques. Alors que près d'un électeur sur deux a pris la peine de se déplacer aux urnes à l'échelle cantonale, 38,4% l'ont fait dans le Grand Chasseral, tout juste 40% dans la Métropole seelandaise. Soit, le Jura bernois s'est un tantinet mieux comporté qu'en 2019, quand un honteux taux de 36,8% avait été enregistré. Un tout petit 1,6% de bonus, malgré des campagnes d'encouragement au vote menées par les partis politiques et par la société civile, c'est triste.

C'est surtout le prix à payer pour des décennies de luttes politiques essentiellement axées sur la Question jurassienne. Dans quatre ans, Moutier aura rejoint le canton du Jura, soldant ainsi ladite question. D'un affrontement Nord-Sud, les partis auront pu glisser vers un traditionnel affrontement gauche-droite, dans lequel les idées ne sont plus liées à un drapeau, mais à de véritables convictions politiques, à des projets de société.

Cette remise à zéro de la pensée, une sorte de «reset», est nécessaire pour que les citoyens du Grand Chasseral s'affirment avec force et avec la conviction que si les francophones sont très minoritaires dans le canton de Berne, ils sont enfin prêts à faire entendre leur(s) voix.